

## 1 - Actualité nationale et internationale

.....

### Nouvelle mission de L'IEOM

Une nouvelle mission vient d'être confiée à l'IEOM par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ; elle concerne le contrôle des conseillers en investissement financier.

Conformément aux dispositions du code monétaire et financier relatives au recours à des tiers par l'AMF pour l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et d'enquête, un protocole a été conclu entre l'AMF et l'IEOM le 1er février 2010.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des pratiques appliquées en France métropolitaine et dans les DOM où la Banque de France et l'IEDOM interviennent déjà dans un cadre identique.

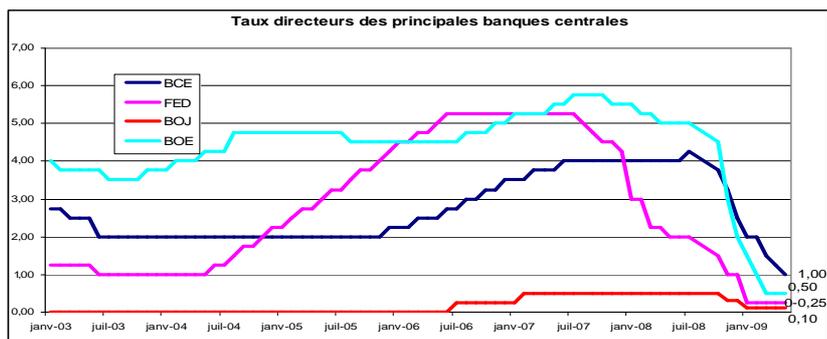
Créée par la loi 2003-706 de sécurité financière du 1er août 2003, l'AMF, organisme public indépendant qui a succédé à la COB et au CMF, doté de la personnalité morale et disposant d'une autonomie financière, a pour missions de veiller : - à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers et tout autre placement donnant lieu à appel public à l'épargne ; - à l'information des investisseurs ; - au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers. Les compétences de l'AMF portent sur les opérations et l'information financière ; les produits d'épargne collective ; les marchés et leurs infrastructures ; les professionnels. L'AMF peut également procéder à des enquêtes et, en cas de pratiques contraires à son règlement général et aux obligations professionnelles, prononcer des sanctions par l'intermédiaire de sa Commission de sanctions.

### Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 4 mars 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt restent inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 la croissance de la zone euro demeurera modérée dans un contexte marqué par une incertitude persistante et que l'évolution des prix devrait rester modérée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a relevé son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 % à compter du 19 février 2010. Selon la deuxième estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 5,9 % au quatrième trimestre 2009 en rythme annuel en raison de la reconstitution des stocks par les entreprises. En janvier 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,2 % par rapport à décembre, chiffre révisé en baisse à 0,3 %. Les prix à la consommation mesurés en janvier ont progressé de 0,2 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,9 % par rapport à décembre. Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu 36 000 emplois en février contre 26 000 emplois en janvier (données révisées). Le taux de chômage est resté stable à 9,7 %.



## Chômage.....

**Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et du taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 ...**

... Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

## Inflation.....

Recul de l'inflation en France et dans la zone euro

## Asie/Pacifique..

La BoJ maintient le statu quo monétaire

La Banque centrale de Chine relève pour la 2<sup>e</sup> fois depuis le début de l'année le taux de réserves obligatoires

## Informations bancaires

Le microcrédit en outre-mer

En France métropolitaine, à fin janvier 2010, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 664 600, soit une hausse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,7 % (+ 19 500 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 16,1 % (+ 19,6 % pour les hommes et + 12,5 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 13,1 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,6 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2009, en hausse de 0,5 % par rapport au troisième trimestre 2009 ; il retrouve son niveau de 1999. En incluant les DOM, il s'établit à 10 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en janvier 2010, inchangé par rapport à décembre 2009. Il était de 8,5 % en janvier 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en janvier 2010. Il était de 8 % en janvier 2009.

En janvier 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,2 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,1 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,6 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 0,9 % en février 2010. En janvier, le taux était de 1 %.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 février 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Au quatrième trimestre 2009, le PIB du Japon a progressé de 1,1 % par rapport au troisième 2009 et reculé de 5 % sur l'ensemble de l'année. En janvier 2010, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % par rapport à décembre 2009. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,3 % sur un an en janvier pour le onzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 1,7 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,9 % contre 5,1 % en décembre 2009. En janvier 2010, les exportations japonaises ont crû de 40,9 % par rapport à janvier 2009 et les importations de 8,6 %.

En janvier 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 1,5 % sur un an contre 1,9 % en décembre 2009. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 21 % et de 85 % au mois de janvier 2010 en glissement annuel.

La Banque centrale de Chine a relevé à compter du 25 février 2010 le ratio des réserves obligatoires pour les grandes banques de 50 points de base.

Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, a reçu Maria Nowak, Présidente et fondatrice de l'Adie (association pour le droit à l'initiative économique), pour faire un point d'étape sur le microcrédit en outre-mer ainsi que le bilan de la convention qui lie son association au ministère chargé de l'outre-mer sur la période 2009-2011.

Le communiqué est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/cp\\_adie\\_22022010.pdf](http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/cp_adie_22022010.pdf)

## 2 - Actualité régionale

.....

### Le tourisme fidjien bien orienté

Les premiers résultats des mesures prises par le gouvernement fidjien pour encourager le secteur du tourisme, considéré comme prioritaire lors de la présentation du budget primitif 2010, se font sentir. En glissement annuel, le nombre de touristes enregistré une progression de 37,6 % au mois de janvier 2010, soit 45 362 arrivées pour le seul mois de janvier. Les australiens représentent la part la plus importante des touristes se rendant à Fidji avec 21 586 arrivées en janvier. ( Source : NewsPAD-Pacific)

### Baisse des prix de l'alimentation de Nouvelle-Zélande en février

D'après le service de la statistique de Nouvelle-Zélande, l'indice des prix à la consommation concernant les produits alimentaires a perdu 1,3 % en février 2010, suite à une hausse de 2,1 % au premier mois de l'année. La baisse est constatée sur 4 des 5 postes constituant l'indicateur. En revanche, en glissement annuel, les prix de l'alimentation sont orientés à la hausse (+0,7 %) et ont plus fortement augmenté depuis 2008 (+9,6 %). (Source : Statistics New Zealand)

## 3 – Brèves locales

.....

### Inauguration de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique a inauguré son agence de Wallis-et-Futuna le 22 février 2010. A cette occasion étaient regroupés autour d'un cocktail, les représentants officiels du Territoire, les partenaires de l'ADIE et ses premiers clients. Le lendemain s'est également tenu le premier comité de pilotage de l'association. Quatre mois après son implantation sur le Territoire, l'ADIE a octroyé 14 prêts dont 11 ont été décaissés au 20 février 2010, pour un encours total de 4 635 000 F CFP. La grande majorité de ces prêts sont dédiés au développement d'activités déjà existantes et non à la création de nouvelles entreprises, tendance déjà observée en Nouvelle-Calédonie. L'agence poursuit son développement et étend son activité sur Futuna depuis le début du mois de mars.

### Cyclone TOMAS

Au départ TOMAS n'était qu'une simple dépression tropicale modérée lorsqu'elle s'est approchée de Wallis. Elle s'est progressivement renforcée au fil des jours et s'est transformée lorsqu'elle a touché Futuna, en cyclone, avec des rafales de vents supérieures à 200 km/h. Dès le vendredi 12 mars, les îles de Wallis-et-Futuna ont été placées en pré alerte par l'autorité préfectorale. Le samedi 13 mars, l'alerte de niveau 1 était déclenchée puis maintenue jusqu'au lundi 15 mars pour Wallis. En revanche en raison de la trajectoire du cyclone, l'alerte de niveau 2 était déclenchée pour Futuna, beaucoup plus exposée. Les dégâts occasionnés par TOMAS à Wallis, notamment dans la partie Nord de l'île, sont à relativiser par rapport à Futuna où les dégâts, compte tenu de la force des vents, seront importants tant pour la collectivité (infrastructures routières, réseau électrique) que pour les particuliers (fales traditionnels et cultures vivrières). Les premiers renforts militaires en provenance de Nouméa sont attendus à Futuna dès que les conditions météorologiques permettront l'approche de l'île.

### Aide aux familles nombreuses scolarisées à l'extérieur du Territoire

Le 12 février 2010, a été rendue exécutoire la délibération 50bis/AT/2009 prévoyant la mise en place d'une allocation aux familles nombreuses dont les enfants sont scolarisés hors du Territoire de Wallis-et-Futuna. L'aide est octroyée à compter du second enfant et sous certaines conditions notamment celles d'avoir un parent résident permanent du Territoire, être non boursier et suivre une filière non existante à Wallis-et-Futuna. La délibération prend effet au 1er janvier 2010 pour les étudiants de Nouvelle-Calédonie et au 1er septembre 2010 pour ceux de métropole et de Polynésie française. Le dispositif est étendu aux étudiants scolarisés dans d'autres régions du monde. Dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, il est prévu que l'allocation soit directement versée aux établissements.

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Baisse de M3 influencée par une baisse de la monnaie en circulation

en millions de F CFP	janv-09	déc-09	janv-10	▲ / mois	▲ / an n
Circulation fiduciaire	1 885	2 001	1 903	-4,88%	0,95%
Dépôts à vue	2 885	3 416	3 361	-1,61%	16,50%
<b>Total M1</b>	<b>4 770</b>	<b>5 417</b>	<b>5 264</b>	<b>-2,82%</b>	<b>10,36%</b>
M2-M1	479	611	570	-6,71%	19,00%
<b>Total M3</b>	<b>6 275</b>	<b>6 692</b>	<b>6 477</b>	<b>-3,21%</b>	<b>3,22%</b>

### Concours à caractère bancaire

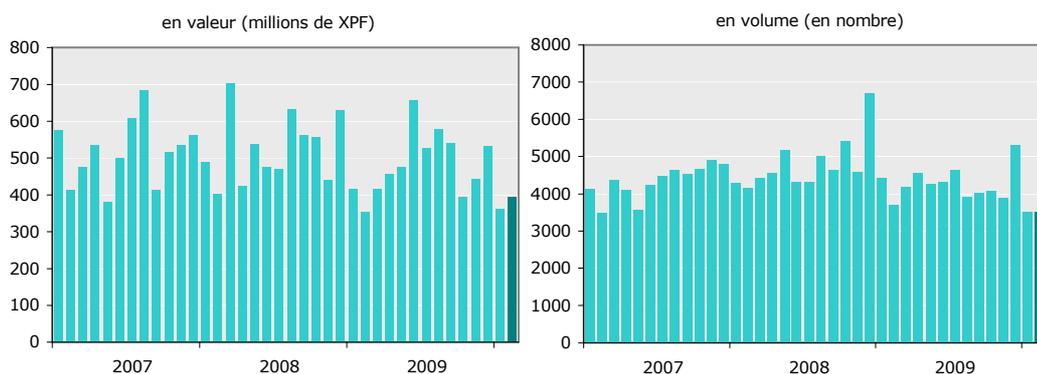
Hausse des encours portée par les crédits à l'équipement

en millions de F CFP	déc-07	déc-08	déc-09	▲ / an n-1	▲ / an n
Crédits de trésorerie	927	1 018	938	9,8%	-7,9%
Crédits à l'équipement	841	1 059	1 413	25,9%	33,4%
Crédits à l'habitat	732	642	521	-12,3%	-18,8%
Autres crédits	371	356	292	-4,0%	-18,0%
Sous total	2 871	3 075	3 164	7,1%	2,9%
Créances douteuses brutes	730	717	754	-1,8%	5,2%
<b>Total</b>	<b>3 601</b>	<b>3 792</b>	<b>3 918</b>	<b>5,3%</b>	<b>3,3%</b>

### Compensation

Reprise des opérations de compensation plus nette en valeur qu'en volume

	févr-10	cumul 2010	▲ / mois	▲ / an
Compensation (en nbre)	3 522	7 028	0,5%	-5,1%
Compensation (en millions de CFP)	395,2	756,2	9,7%	11,8%



### Incidents bancaires

Forte augmentation des incidents de paiements sur le mois

en nombre	févr-10	cumul 2010	▲ / mois	▲ / an
Incidents de paiements par chèque	107	162	94,5%	-8,5%
Retraits de cartes bancaires	13	13	-	1200,0%

### Interdits bancaires

Les personnes physiques fortement touchées par les interdits bancaires en février

en nombre	févr-10	▲ / mois	▲ / an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>460</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,4%</b>
- dont personnes physiques	450	3,2%	3,2%
- dont personnes morales	10	-9,1%	-23,1%

### Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles au réescompte

en nombre	févr-10	▲ / mois	▲ / an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>0,0%</b>	<b>9,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	0,0%	-6,6%

## Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		4e T 2009	101,98	-	-0,6%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		sept-08	79 812	-	+4,5%
<b>Nombre d'emplois salariés*</b>		sept-09	1 911	-	-4,5%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	févr-10	294,4	-36,6%	-19,9%
	cumulées	févr-10	758,7	-	23,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-10	46,6	-46,6%	-20,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	févr-10	133,9	-	39,4%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-10	63,0	52,5%	14,8%

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Energie</b>					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		3ème T 2009	4 987	-	-0,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	650	3,6%	-
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	168	-8,9%	-
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-09	3 074	19,4%	7,3%
	cumulé	déc-09	27 660	-	2,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-09	1 349	9,6%	9,8%
	cumulé	déc-09	13 316	-	3,5%
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	févr-10	4	0,0%	-42,9%
	cumulées	févr-10	8	-	-27,3%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		4e T 2009	39	-4,9%	-20,4%

\*chiffres provisoires

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEP, Aviation civile

## 5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	? /an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	déc	102,55	101,98	-	-0,6%
<b>Entreprises</b>					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	fév	-	13	10	-23,1%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	janv	-	2 974	4 433	49,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	fév	-	72	132	84,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	fév	-	-	13,8	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	fév	-	11	6	-45,5%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 911	-	-4,5%
dont secteur privé*	déc	787	752	-	-4,4%
dont secteur public*	déc	1 214	1 159	-	-4,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> sept 2008	-	472,3	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	fév	-	436	450	3,2%
décision retrait cartes bancaires	fév	-	1	13	1200,0%
incidents paiements sur chèques	fév	-	125	55	-56,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	fév	-	150	194	29,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	fév	-	83	87	3,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	fév	-	-	12	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	fév	-	26	16	-38,5%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>					
importations	fév	-	613	759	23,8%
exportations	fév	-	-	-	-
recettes douanières	fév	-	152	198	30,3%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	fév	-	96	134	39,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	fév	-	55	63	14,5%
<b>Indicateurs financiers**</b>					
Dépôts à vue	janv	-	2 285	3 361	47,1%
M1	janv	-	4 770	5 264	10,4%
M2	janv	-	5 249	5 834	11,1%
Dépôts à terme	janv	-	1 027	643	-37,4%
M3	janv	-	6 275	6 477	3,2%
P1	janv	-	0	0	-
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 673	1 467	-	-12,3%
dont crédits à la consommation	déc	1 024	941	-	-8,1%
dont crédits à l'habitat	déc	642	521	-	-18,8%
Entreprises	déc	864	1 241	-	43,6%
dont crédits d'exploitation	déc	161	154	-	-4,3%
dont crédits d'investissement	déc	676	1 070	-	58,3%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	-
Collectivités locales	déc	383	343	-	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	155	113	-	-27,1%
créances douteuses brutes	déc	717	754	-	5,2%
taux de créances douteuses	déc	18,9%	19,2%	-	0,3pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 740	2 664	-	-2,8%
Sociétés	déc	1 871	2 346	-	25,4%
Autres agents	déc	4 097	3 909	-	-4,6%
dont assurances-vie	déc	726	775	-	6,7%

\*chiffres provisoires au 30/09/2009

\*\*chiffres révisés

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 6 – Les taux

Lettre de l'Institut d'émission

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	26/02/2010	29/01/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,3190%	0,3260%	- 0,007 pt	0,4100%	- 0,091 pt
EURIBOR 1 mois	0,4160%	0,4260%	- 0,010 pt	0,4530%	- 0,037 pt
EURIBOR 3 mois	0,6560%	0,6650%	- 0,009 pt	0,7000%	- 0,044 pt
EURIBOR 6 mois	0,9580%	0,9660%	- 0,008 pt	0,9940%	- 0,036 pt
EURIBOR 12 mois	1,2150%	1,2250%	- 0,010 pt	1,2480%	- 0,033 pt

#### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	02/03/1996
taux d'intérêt légal	taux JORF	
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	26/02/2010	29/01/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,3346%	0,3462%	- 0,012 pt	0,3476%	- 0,013 pt
EURIBOR 1 mois	0,4210%	0,4380%	- 0,017 pt	0,4790%	- 0,058 pt
EURIBOR 3 mois	0,6610%	0,6810%	- 0,020 pt	0,7120%	- 0,051 pt
EURIBOR 6 mois	0,9640%	0,9780%	- 0,014 pt	0,9950%	- 0,031 pt
EURIBOR 12 mois	1,2250%	1,2330%	- 0,008 pt	1,2420%	- 0,017 pt
TMO	3,7300%	3,8000%	- 0,070 pt	3,7400%	- 0,010 pt
TME	3,5300%	3,6000%	- 0,070 pt	3,5400%	- 0,010 pt
TRBOSP	3,7200%	3,7600%	- 0,040 pt	3,7600%	- 0,040 pt

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	26/02/2010	29/01/2010	31/12/2009	26/02/2010	29/01/2010	31/12/2009	26/02/2010	29/01/2010	31/12/2009
taux JJ	0,180%	0,160%	0,145%	0,090%	0,160%	0,430%	48,500%	0,485%	0,465%
3 mois	0,220%	0,460%	0,375%	0,150%	0,295%	0,305%	0,730%	0,685%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,650%	3,710%	3,840%	1,310%	1,330%	nd	4,040%	3,920%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,9379	1 NZD/XPF	61,0424	1 HKD/XPF	11,3287	1 GBP/XPF	133,6751	
100 JPY/XPF	98,6865	1 AUD/XPF	78,3017	1 SGD/XPF	62,5101	100 VUV/XPF	86,9816	1 FJD/XPF	44,8043
1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,357	NZD	1,9549	HKD	10,5336	GBP	0,8927
JPY	120,92	AUD	1,524	SGD	1,909	VUV	137,192	FJD	2,6634